

Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78

78-2023-04-03-00004

Arrêté préfectoral mettant en demeure la  
SOCIETE DES SILOS DE BONNIERES pour les  
installations qu'elle exploite à  
Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine





**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**mettant en demeure la SOCIÉTÉ DES SILOS DE BONNIERES  
pour les installations qu'elle exploite à BONNIERES-SUR-SEINE (78270) quai de Seine**

**LE PRÉFET DES YVELINES  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandant de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 autorisant la société des SILOS DE BONNIERES, dont le siège social est situé quai de Seine (78270) Bonnières-sur-Seine, à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de céréales située à la même adresse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 1991 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES relatives à son étude de dangers pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 26 février 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES relatives à l'analyse critique et complément d'étude par un tiers expert de l'étude de dangers pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société des SILOS DE BONNIERES relatives à la réalisation d'une étude de dangers actualisée relative aux silos qu'elle exploite sur la commune de Bonnières-sur-seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 23 août 2005 imposant à la société des SILOS DE BONNIERES des prescriptions complémentaires, concernant le renforcement des mesures de prévention des risques, pour l'établissement qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270), quai de Seine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 13 octobre 2008 imposant à la société des SILOS DE BONNIERES des prescriptions complémentaires, concernant le renforcement des mesures de prévention et de protection additionnelles, pour l'établissement qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270), quai de Seine ;

**Vu** le récépissé en date du 8 juin 2010 donnant acte à la société des SILOS DE BONNIERES de sa déclaration de cessation d'exploitation des transformateurs électriques contenant des PCB présents sur son site de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de Seine ;

**Vu** le récépissé préfectoral en date du 27 septembre 2016 donnant acte à la société des SILOS DE BONNIERES de sa déclaration de cessation partielle d'activité d'exploitation (Activités des séchoirs combustion) avec courrier bénéfice de l'antériorité pour son site de Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 janvier 2023 faisant suite à l'inspection du site exploité par la société DES SILOS DE BONNIERES du 6 décembre 2022 ;

**Vu** la lettre recommandée en date du 27 janvier 2023 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection et le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;

**Vu** le courrier électronique en date du 17 février 2023 suivi d'un appel téléphonique du même jour de l'exploitant concernant le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 1<sup>er</sup> février 2023 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 mars 2023 faisant suite aux observations formulées par l'exploitant ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 6 décembre 2022 de la société DES SILOS DE BONNIERES l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les rapports des contrôles de l'efficacité des cyclones 3 et 1 pour le silo 1 et le cyclone 2 pour le silo 3 pour les années 2020 et 2021. Le programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration demandé lors de l'inspection du 26 novembre 2019 n'a toujours pas été transmis et n'a pas pu être consulté sur site ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 6 décembre 2022 de la société DES SILOS DE BONNIERES l'inspection n'a pas pu contrôler le dernier rapport des mesures d'émissions de poussières. Cette non-conformité avait déjà été relevée lors de l'inspection du 26 novembre 2019 et l'inspection avait demandé une transmission sous trois mois du dernier rapport des émissions de poussières. L'exploitant indique qu'il n'a trouvé qu'un rapport de contrôle datant de 2013 ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 6 décembre 2022 de la société DES SILOS DE BONNIERES il a été constaté que le silo plat n'est pas utilisé et en mauvais état (bardage métallique troué à plusieurs endroits, toiture en amiante, ...). A l'intérieur sont stockés divers matériels de manutention, du bois et une voiture de service hors d'usage. De plus, il est à noter qu'aucun entretien et contrôle ne sont effectués depuis au moins le 26 novembre 2016 (date de la dernière inspection).

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2008, de l'article 21 de prescriptions complémentaires du 14 octobre 1988 et de l'article 1.1 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 août 2005 susvisés ;

**Considérant** les non-conformités relevées et les enjeux associés ;

**Considérant** les évolutions de l'environnement du site (pépinière d'entreprises avec des nouvelles sociétés, la présence de la voie ferrée appartenant à Iton et le stationnement de wagons et locomotive ainsi que la maison du chef de site) ;



**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement et de mettre en demeure la société DES SILOS DE BONNIERES pour les installations qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine de respecter les prescriptions l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2008, de l'article 21 de prescriptions complémentaires du 14 octobre 1988 et de l'article 1.1 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 août 2005 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société DES SILOS DE BONNIERES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine **dans le de 2 mois** de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2008 en :

- levant toutes les observations mentionnées lors du dernier contrôle réalisé par une entreprise extérieure sur l'efficacité des cyclones ;

**Article 2 :** La société DES SILOS DE BONNIERES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine **dans le délai de 3 mois** de respecter les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 14 octobre 1988 en :

- levant toutes les non-conformités et écarts mentionnés lors du dernier contrôle réalisé par une entreprise extérieure sur les mesures des émissions de poussières ;

**Article 3 :** La société DES SILOS DE BONNIERES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine **dans les délais respectifs** de respecter les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 août 2005 en :

- réalisant tous les contrôles de sécurité obligatoires et prescrits dans les arrêtés ministériels et préfectoraux portant sur le silo plat, **dans le délai de 1 mois** ;
- transmettant la preuve d'engagement des travaux nécessaires pour le maintien de l'activité du silo plat (notamment évacuation des matériels stockés à l'intérieur et contrôles périodiques), **dans le délai de 2 mois** ;
- fournissant la justification de la bonne réalisation des travaux nécessaires au maintien de l'activité du silo plat **dans le délai de 3 mois** ;
- faisant réaliser les mesures de protection pour limiter les effets de surpression au niveau du silo plat et de l'apponement, **dans le délai de 6 mois**.

**Article 4 :** La société DES SILOS DE BONNIERES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine **dans le délai de 3 mois** de réévaluer les dangers liés au site.

**Article 5 :** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 4 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 6 :** Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

**Article 7 :** Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de Bonnières-sur-Seine,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **03 AVR. 2023**

Le Préfet

La chef de l'unité départementale  
des Yvelines

  
Delphine DUBOIS